

L'euro use ses dernières cartouches¹

Voici quelques semaines, l'Indien Amartya Sen, le prix Nobel d'économie en 1998, lançait cette mise en garde : « il est très affligeant que l'on soit aussi peu inquiet du danger qui menace aujourd'hui le régime démocratique de l'Europe, lequel se manifeste insidieusement par la priorité donnée aux impératifs financiers. » Une inquiétude nullement exagérée. A peu près au même moment, Jean-Claude Juncker, Premier ministre du Luxembourg et président de l'Eurogroup ne s'embarrassait pas de nuances : avec les privatisations, « la souveraineté de la Grèce sera énormément restreinte ». Alors ? Stop ou encore ?

L'Europe telle qu'elle va, libérale et mercantile, est prise de convulsions, s'affaiblit de crise en crise. De méchants docteurs lui imposent de redoutables saignées. Les marchés financiers aiguisent les lancettes. Et les responsables européens, dépassés par la situation qu'ils ont contribué à créer, ne savent comment minimiser les sinistres bulletins de santé rédigés par les agences de notation².

A peine connu le nouveau « plan d'aide » à la Grèce, les agences Fitch et Moody's ont baissé une fois de plus la note de la dette à long terme de la Grèce, pariant ainsi sur une nouvelle aggravation de l'état du patient sous perfusion. Après la Grèce et le Portugal, l'Italie et l'Espagne sont en ligne de mire, menacées à leur tour d'une dégradation de leur note. Résultat, doutant de la solvabilité de ces deux Etats, les investisseurs ont vendu en masse des obligations de ces deux poids lourds de l'économie européenne. Et les taux de leurs emprunts d'Etat sont montés en flèche.

Des chefs d'Etat aux ordres

L'euro était censé organiser la solidarité au sein de l'Union. Voilà que les pays dits « périphériques » vacillent dans la tempête. Les pays membres de l'union monétaire tentent de cacher leur désunion derrière des communiqués et des arrangements de court terme qui ne leurent personne. Ils s'affrontent sur les montants et les conditions d'une participation des créanciers privés – au moins en est-il question... - à « l'effort général ». Mais comme l'a justement résumé Bernard Thibault, le leader du syndicat français CGT, « l'Union européenne n'a plus d'objectifs de développement social. Les agences de notation et les banques convoquent les chefs d'Etat en leur fixant leur feuille de route et l'intérêt des marchés prime sur celui des peuples³. »

Ainsi, l'étendard étoilé de l'Europe est en berne, l'avenir de l'euro reste incertain. Malgré l'accord intervenu le 21 juillet au sommet de Bruxelles pour « soutenir » la Grèce. Les marchés n'avaient pas attendu les conclusions de la réunion pour saluer à leur manière un compromis intervenu après des mois de palabres. Les Bourses européennes ont d'abord évolué en nette hausse à peine connus les premiers éléments de la déclaration finale signée par les dirigeants européens après les ultimes réglages huilés par le couple Sarkozy-Merkel. Avant de se replier en raison des zones d'ombre de l'accord et histoire de remettre la pression sur les politiques. Ainsi va le monde du fric.

Austérité obligatoire

Si une intervention publique est désormais inévitable pour tenter d'enrayer la fièvre qui mine le continent, il n'est pas question, dans les cénacles européens, de sortir des clous des traités de Maastricht et de Lisbonne. Si une contribution des créanciers privés de la Grèce, banques, compagnies d'assurance et fonds d'investissement est évoquée, elle sera « volontaire », conçue avant tout pour que les mercenaires de la finance assurent leur mise. Et avec quelles mesures d'austérité supplémentaires à la clé ? Pour tenter de réassurer les investisseurs, il fal-

¹ par MAURICE MAGIS, chargé de communication à l'ACJJ - août 2011.

² Elles s'appellent Moody's, Standard & Poor's et Fitch Ratings. Ces agences sont des structures privées opaques. Lorsqu'elles abaissent comme on dit la note d'un Etat, celui-ci doit payer plus cher l'argent qu'il emprunte sur les marchés financiers qui se gavent de la crise. En clair, un Etat qui n'applique pas l'austérité voit sa note dégradée, sa croissance affaiblie, sa note re-dégradée...

³ « La France aussi est dans l'austérité ». *Le Monde* du 23 juillet 2011.

lait, non seulement un plan de sauvetage de la Grèce mais également des solutions pour tenter enrayer la contagion de la crise de la dette à d'autres pays, comme le Portugal, l'Irlande, l'Espagne ou l'Italie. Dans ce but, le Fonds européen de stabilité financière (FESF), mis en place en 2010 verra son champ d'action élargi. En cas de « circonstances exceptionnelles » et avec l'accord des Etats membres donnent leur accord unanime, ce fonds pourra acheter de la dette publique de pays en difficulté. Le FESF pourra aussi, « sous conditions », accorder aux Etats des lignes de crédit préventives comme le fait le FMI, ou prêter de l'argent aux pays qui auraient besoin de recapitaliser leurs banques.

Sous conditions ? Avec la création du pacte euro plus, adopté en mars, lors du précédent Conseil européen, nos grands mécanos espèrent aussi se prémunir, à l'avenir, de nouveaux « déficits excessifs » en plaçant sous surveillance les budgets européens. Entendez : en instaurant un régime européen d'austérité obligatoire qui servira l'appétit de ceux qui s'engraissent des dettes d'Etat, des taux d'intérêts usuraires, du bradage des services publics, des bas salaires et des baisses d'impôts pour les grandes entreprises et les grosses fortunes.

Les budgets nationaux sont désormais placés sous tutelle européenne, privant les Etats de toute possibilité d'engager des politiques socio-économiques alternatives. C'est le sens même du suffrage universel qui est ainsi bafoué.

De nécessaires alternatives

Le président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, veut aller plus loin encore. Début juin, recevant le prix Charlemagne à Aix-la-Chapelle, il a souhaité la création d'un poste de super ministre des Finances européen. Celui-ci, a-t-il insisté, devrait s'assurer que chacun respecte bien les règles dictées par l'Union européenne (UE). Et si ce n'est pas le cas, il aurait « des moyens d'intervention ». Autrement dit : il serait autorisé à imposer d'autres choix que ceux des élus nationaux. Pas de quoi, on en conviendra, réduire le trop fameux « déficit démocratique » dont souffre l'UE. D'autant que pour verrouiller ce montage, les gouvernements européens seraient appelés à intégrer dans leur Constitution l'obligation d'en venir et en rester à l'équilibre budgétaire. Ce que Nicolas Sarkozy appelle « la règle d'or » qu'il vient d'imposer à sa majorité parlementaire. Ainsi, la mise en garde de Brecht prend corps : si le peuple fait peur, « ne serait-il pas plus simple pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ? » Ce serait donc cela, la « nouvelle gouvernance économique » dont l'Europe aurait besoin ? En France, un collectif d'associations, de syndicalistes et de partis de gauche ont déclaré « illégitimes » des dettes publiques dont « les peuples ne doivent pas faire les frais ». Et appelé « les citoyennes et les citoyens, leurs organisations associatives, syndicales et politiques à se mobiliser contre la constitutionnalisation de l'austérité et les parlementaires à voter contre ce texte si Nicolas Sarkozy osait malgré tout convoquer le Parlement en congrès à Versailles. »

On ne peut oublier, en effet, que c'est la crise financière et le sauvetage d'un secteur financier en déroute qui ont fait exploser les dettes publiques. Partout, des voix indignées s'élèvent pour exiger la justice sociale. La gravité de la crise fait surgir comme jamais le besoin de vraies alternatives. Ainsi, en Allemagne, le très puissant syndicat DGB a avancé l'idée de créer une banque publique européenne pour commencer à sortir de la tutelle de la finance globalisée. Le Parti de la gauche européenne a présenté un paquet de solutions ambitieuses et pratiques (voir encadré ci-dessous),

Pour leur part, plusieurs responsables socialistes européens ont rappelé qu'il « est temps pour les gouvernements de la zone euro d'affirmer leur primauté sur les marchés financiers (et) que les investisseurs privés (...) prennent également en charge leur part des coûts des mesures de stabilisation ». Ils proposent ainsi « une taxe européenne sur la spéculation » ainsi qu'une réforme financière qui « limite le pouvoir des agences de notation ». « Si nous échouons une nouvelle fois à mater le marché, l'Europe risque de retomber dans la récession », prévient leur texte. Passeront-ils enfin à l'acte là où ils participent au pouvoir ainsi qu'au sein des instances européennes ?

En Belgique, les organisations syndicales ont mis en garde le formateur Elio Di Rupo. Les recommandations européennes au pays « ont été copiées des recettes néolibérales qui sont à l'origine de la crise financière et économique et des difficultés budgétaires auxquelles notre pays aussi est confronté ».

Des syndicalistes et intellectuels d'horizons divers viennent de signer un texte réclamant « le remboursement des milliards passés des poches du travail à celles du capital. » Et appelant « à sortir de la domination des marchés financiers et de toutes ces 'médications européennes' qui tuent le malade au lieu de le soigner. » (Lire ci-dessous « La démocratie bafouée »).

Affranchie des dogmes libéraux, l'UE pourrait décider de réorienter l'action et les moyens de la Banque centrale européenne vers une véritable relance. La situation impose de rompre avec les (il)logiques ultralibérales. De réintégrer la puissance publique dans le jeu. Il est devenu évident que les fondements de la construction européenne et les choix économiques qui les guident doivent être mis en question. Une situation politique et sociale nouvelle est en train de s'ouvrir, montrant que rien n'est joué.

Les alternatives du PGE

Pour le Parti de la gauche européenne qui coalise plusieurs dizaines de formations des quatre coins du continent, la BCE devrait absorber une part des dettes publiques nationales. Elle doit aussi utiliser son pouvoir de création monétaire pour financer des projets créateurs d'emploi et des services publics nationaux et européens. C'est dans cette optique que le PGE utilisera la procédure d'initiative citoyenne européenne pour débattre et proposer avec les citoyens européens, la création d'un « fonds européen de développement social et solidaire ». À l'opposé du fonds de stabilité européen, il distribuerait des financements sur la base de critères sociaux et environnementaux.

Abondé par la BCE, une part du budget de l'UE et la taxation des transactions et revenus financiers, il libérerait l'investissement public des marchés financiers et désarmerait les spéculateurs.

La maîtrise publique et démocratique des banques et du secteur financier est un outil pour imposer le contrôle populaire de l'économie. Cela inclut la perspective d'une nationalisation des banques qui tirent profits du désastre. Les crédits, des choix d'investissements, des transactions financières ne doivent pas servir la spéculation mais des projets créateurs d'emplois, protégeant les services publics et écologiquement soutenables. Un pôle public du crédit est un instrument clé pour atteindre ces objectifs.

Contrairement aux politiques néolibérales qui augmentent l'impôt pour les revenus moyens et faibles, nous voulons que les riches et les revenus du capital contribuent plus, que les transactions financières soient taxées. Ces principes devraient être harmonisés en Europe pour éviter la concurrence fiscale contre les peuples. Ces nouvelles recettes permettraient l'augmentation des budgets de l'UE et nationaux, qui doivent devenir d'urgence des outils de réduction des inégalités entre les pays et les personnes.

Le PGE veut enfin des augmentations de salaires partout en Europe, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, et la création d'un salaire minimum européen

La démocratie bafouée (pétition)

Plus d'un an sans gouvernement. La situation politique pourrit dans le pays au point que l'on peut évoquer une crise de régime, l'épuisement du « modèle belge » basé sur des compromis alambiqués et inachevés. L'opinion, mise hors jeu depuis belle lurette, est lasse de la pièce qui s'éternise. Danger donc. Danger pour la démocratie ouvertement bafouée chez nous comme sur l'ensemble du continent européen.

Car de redoutables manœuvres sont engagées. Le but ? Dresser, une fois pour toutes, l'acte de décès des conquêtes sociales, présentées comme autant de freins à la glorification du « marché libre et concurrentiel ». En application du « pacte pour l'euro » adopté en mars par le Conseil européen sous la pression de Merkel et Sarkozy, des plans d'ajustement structurels tels que ceux appliqués aux pays en voie de développement sont d'ores et déjà imposés à plusieurs Etats membres de l'Union. Les budgets nationaux sont désormais placés sous tutelle européenne. C'est le sens même du suffrage universel qui est ainsi bafoué.

L'avenir des peuples ne se décide plus dans les Parlements mais à la Banque centrale, à la Commission européenne et au Fonds monétaire international. La thérapie de choc imposée à la Grèce pousse la démonstration jusqu'à la caricature. Ce pays devra abandonner de larges pans de sa souveraineté « en raison de la vague de privatisations à venir », a osé décréter le président de l'eurogroupe, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker. L'Europe ultralibérale peut donc écrire sur son fronton : « Nation à vendre au plus offrant ».

La Belgique, on le sait, n'est pas à l'abri des mauvais coups. La droite, flamande, bruxelloise ou wallonne, répète qu'il faut « oser le libéralisme ». Quelle audace, en effet. On peut en mesurer les effets en Irlande, en Grèce, au Portugal, en Grande-Bretagne, en Espagne, partout où la révolution conservatrice exerce ses ravages à coups redoublés.

Or, la note du formateur ne rompt pas avec la pensée unique. Elle fragilise le secteur des soins de santé. Comme le secteur public. De lourdes menaces pèsent sur les chômeurs. La liaison des allocations sociales au bien-être est reportée sine die. Les Régions sont mises en concurrence ... Le front commun syndical a rapidement dit son refus des pistes avancées par Elio Di Rupo : « un document déséquilibré où les mesures sont claires pour les travailleurs, pourtant victimes de la crise, beaucoup moins pour les responsables de celle-ci, dont certains employeurs, aux abonnés absents. » Ce qui n'a pas empêché les associations patronales et les partis de droite, alléchés par les ouvertures en leur direction, grisés par le jusqu'aboutisme antisocial des instances européennes et d'un Fonds monétaire international qui a installé ses quartiers sur le continent, d'en vouloir plus encore. C'est dans ce contexte que Bart De Wever a remis le feu. « La note ne respecte pas les recommandations européennes » a-t-il tonné.... Retour à la case départ ? Ou poursuite des négociations avec qui en veut ? « De la sueur, du sang et des larmes », comme disait Churchill, quand les hauts revenus et le capital s'en tirent ? Ce serait le prix à payer pour éviter le pire ?

On en oublierait que c'est principalement la crise financière et le sauvetage d'un secteur bancaire en déroute qui ont fait exploser les dettes publiques. La crise provoquée par les jeux spéculatifs des banques, bien loin de conduire les Etats à socialiser la finance au service des peuples, est utilisée comme un puissant levier pour jeter à bas des avancées sociales déjà largement mises à mal. L'écart qui se creuse entre les revenus d'une oligarchie toujours plus riche et ceux du monde du travail est l'étalon de l'extrême violence des rapports sociaux. La guerre sociale est déclarée.

Dans le même temps, pourtant, aux quatre coins de l'Europe, des voix indignées s'élèvent massivement pour exiger la justice sociale, des salaires et pensions décents, une protection sociale garantie. Le remboursement des milliards passés des poches du travail à celles du capital. La gravité de la crise fait surgir comme jamais le besoin de vraies alternatives. D'autres choix, en effet, sont possibles. Nombre de citoyens expriment à la fois une volonté de changement et leur scepticisme devant la capacité – ou la volonté - de « la gauche » à y participer. Au bout du compte, une droite hargneuse et décomplexée capitalise sur le désarroi, sa frange ultranationaliste et xénophobe monte en puissance. Un peu partout, l'abstention aux élections atteint des niveaux historiques.

Pourtant, l'idée qu'il est impossible de sauvegarder et améliorer le niveau de vie des peuples tant que les prophètes de la pensée unique pourront perpétrer leurs forfaits, cette idée fait son chemin. Les services publics, la santé, l'éducation, la culture, les retraites, la sécurité sociale, voilà autant d'instances où l'argent ne doit pas imposer sa loi. La situation offre à la gauche une chance historique de reprendre la voie du changement et de relever le défi de l'alternative politique.

En Belgique, en cette période d'incertitude, face aux dangers qui menacent, le mouvement social doit investir sans tarder le champ politique, sous toutes ses formes. Il y a urgence, en effet, à sortir de la domination des marchés financiers et de toutes ces « médications européennes » qui tuent le malade au lieu de le soigner. Il y a urgence aussi à avancer des réponses fortes tant en matière économique et sociale que sur le plan institutionnel.